

## Lettre mensuelle d'actualité européenne

L'actualité européenne est présentée tous les 1<sup>ers</sup> mardis du mois à la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon/Rhône-Alpes ; Ponctuellement, au Comité de jumelage de la Ville de Vienne (38) ainsi qu'aux Maisons de l'Europe à Valence (26) et Bourg-en-Bresse (01).

**Edito** : *d'un projet de candidat à la volonté d'un Président !*

### Au sommaire :

#### *refonder l'Europe, un pari à soutenir !*

- ✓ *des affirmations de bon sens*
- ✓ *le constat*
- ✓ *Renouer avec le désir d'Europe*
- ✓ *Vers un grand débat européen*
- ✓ *Ne pas rater le débat européen en France*

#### *Les premiers pas à l'international du Président de la République*

- ✓ *A la rencontre de Mme MERKEL*
- ✓ *Le sommet du G7*
- ✓ *La réunion de l'OTAN*
- ✓ *L'accueil de M POUTINE*

## **Edito : du projet d'un candidat à la volonté d'un président !**

Par Jacques FAYETTE et Alain REGUILLON

*Faire de l'intégration européenne un élément clef d'un programme présidentiel était jugé il y a quelques mois, comme risqué par la plupart des politologues. En effet, gagner une élection présidentielle en faisant campagne sur l'Europe est sans précédent. L'avenir de la France était largement conditionné par le fait que l'Europe ne résoudrait pas nos problèmes à notre place.*

*Ce n'est pas le projet frileux du repli sur soi ; la politique de l'autruche qui enfouit la tête dans le sable pour ne pas voir les réalités du monde, un monde qu'il nous faut pourtant affronter avec détermination et sans complexe. Ce jeune président bouscule les sceptiques et nous redonne courage et espoir. C'est bien pour la France, c'est bien pour les Français, mais c'est bien aussi pour l'Europe.*

*Enfin, nous sommes en passe de reprendre l'offensive pour une vision de l'Europe qui réconcilie les Européens avec cette aventure fabuleuse qui soustrait la force des armes à celle du droit. Aventure que nous envient de nombreux pays sur tous les continents.*

*Il faut donc souhaiter bon vent à notre Président en espérant qu'il puisse ne pas changer de ligne ; ne pas se laisser bercer par les bonimenteurs politiques plus aptes à stagner qu'à avancer ; ne pas non plus se laisser déborder par des experts qui trop cambrés sur leur spécialité oublient qu'il existe un environnement diversifié autour d'eux. Je ne crains pas la griserie du pouvoir chez ce président qui me semble être conscient du rôle qui est le sien et dont il se servira pleinement, en tous cas je l'espère, pour gagner son pari de transformer la France et de refonder l'Europe. Je le dis d'autant plus sincèrement que je ne fus pas l'un des premiers à être convaincu de ce qu'il proposait, de ce qu'il apportait de changement.*

*Son projet pour l'Europe, que je présente et commente dans cette lettre, est un projet qui ne va pas aussi loin que je le souhaiterais. Il a cependant le mérite de redonner une perspective politique et de proposer des solutions réalistes. Emmanuel MACRON est un homme pragmatique ; c'est ce qu'il faut aujourd'hui.*

*J'ai un regret cependant quant à la composition du gouvernement de monsieur PHILIPPE.*

*J'aurais aimé que le ministère des Affaires européennes soit détaché de celui des Affaires étrangères. Comme l'a justement dit Mme MERKEL il y a quelques années, les Affaires européennes sont désormais des Affaires intérieures.*

*Un tel ministère, fusionné avec le secrétariat général aux affaires européennes, qui siège auprès du Premier ministre, aurait pu coordonner toutes les actions gouvernementales qui ont à traiter de sujets européens. Cela aurait été plus efficace et, sur le plan politique, aurait montré l'importance accordée à l'Europe.*

*Ceci étant, je mesure le changement qui s'annonce en espérant qu'il ne soit pas déçu et que nous puissions vraiment REFONDER L'EUROPE !*

Lyon, le 6 juin 2017

**PS** : le fait de traiter ce sujet sous forme de dossier ne constitue pas un soutien au mouvement politique du président. La neutralité de la Maison de l'Europe demeure. Il s'agit de comprendre ce qui devrait être mis en œuvre afin de pouvoir prendre la mesure des enjeux et suivre ce qu'ils seront.



## Refonder l'Europe, un pari à soutenir !

### Des affirmations de bon sens

Le constat que dresse le candidat « Emmanuel MACRON » commence par quelques affirmations de bon sens qui, cependant, ont échappé tout autant aux gouvernants ou à celles et ceux qui prétendent l'être un jour, qu'à chacun de nos concitoyens.

La première phrase du chapitre de son livre « Révolution » résume toute la clairvoyance de l'actuel président : « Pour reprendre la maîtrise de notre destin, nous avons besoin d'Europe ». Il ajoute deux phrases essentielles :

« Élire le président de la République, c'est élire celui qui siègera, pour la France, à la table du Conseil européen ». Cela va de soi, encore faut-il le rappeler !

*A un moment où cette réunion des Chefs d'État et de gouvernement a pris tant d'importance, la présence d'un homme convaincu des changements à apporter, comme de celui d'avancer vers une Europe différenciée et renforcée, est une chance pour les Européens. Quels que soient les reproches à faire à cette instance, c'est par elle qu'advient le meilleur ou le pire. Pour autant, il ne faut pas qu'elle agisse isolée. Elle doit considérer les autres institutions et les replacer dans le jeu décisionnel de l'Union.*

« Ce qui nous rassemble en Europe est plus fort que ce qui nous divise et nous n'avons que peu de chances de peser face à la Chine ou aux États-Unis si nous ne savons pas le comprendre ».

*Je pense que les Européens commencent à comprendre le sens de cette affirmation face aux turpitudes du Président américain. Je n'irai pas jusqu'à remercier Donald TRUMP tant le personnage me paraît dangereux pour la sécurité du monde, mais je dois reconnaître qu'il facilite la réflexion de nos concitoyens, le réflexe même d'une meilleure disposition d'esprit vis-à-vis de l'Europe !*

En page 222, le candidat écrit à propos du projet des pères fondateurs de l'Europe : « Ce projet reposait sur une triple promesse : une promesse de paix, de prospérité et de liberté ». A partir de là, il développe son constat.

Une phrase relative à la paix m'interpelle : « La construction européenne est fille de la paix ; elle l'a consolidée ».

*Certes, la construction européenne s'est établie la paix retrouvée ! Mais ne doit-on pas celle-ci à cette construction plutôt que l'inverse ? Je sais que ce débat existe. Pour ma part, je considère que sans construction européenne il n'y aurait pas eu de paix durable. Quand le Président dit qu'elle l'a consolidée, c'est vrai, mais pas suffisant. Paix et construction européenne se sont nourries mutuellement, mais je pense que c'est tout de même la paix qui est fille de la construction européenne et non l'inverse.*

*Cela pourra paraître à certains comme de la dialectique. Il n'en est rien. Je pense que l'un des arguments majeurs pour faire comprendre la nécessité d'Europe, c'est bien de souligner qu'elle a permis la paix et que celle-ci reste fragile.*

### Le constat

Reprenant les promesses, le président souligne combien il reste de chemin à parcourir pour les atteindre. Concernant **la paix**, il dit : « le fil de l'histoire n'est pas rompu. La guerre et les conflits



ne sont pas derrière nous ». Pour étayer son propos, il rappelle les crises syrienne, libyenne ou ukrainienne, les migrations inédites depuis 60 ans et les attaques terroristes perpétrées sur notre sol.

*A un moment où l'on mesure bien les limites de la solidarité, pourtant inscrite dans le traité de l'OTAN, de part l'attitude du président des USA, il est évident que la sécurité de l'Union passe par une meilleure prise en compte des dangers extérieurs par les Européens eux-mêmes. C'est d'ailleurs le sens des propos tenus récemment par la Chancelière allemande. Une défense commune allant de pair avec une diplomatie européenne, sans remettre en cause l'OTAN, mais en acceptant de revoir son contenu, est plus qu'une nécessité, c'est un devoir.*

A propos de la **prospérité** qu'il considère comme une promesse trahie, il souligne la précarité des jeunes dont un sur cinq est au chômage, et surtout, il reconnaît que « **l'austérité n'est pas un projet et que la réduction des déficits ne saurait constituer une ambition politique** ».

*C'est la un point essentiel. Depuis l'avènement de l'euro, quelques pays, dont la France, se sont laissés porter par une monnaie forte qui les protégeait, par des taux d'emprunts au plus bas et par une banque centrale qui s'est substituée, bien heureusement, aux dirigeants politiques dans des périodes difficiles pour nombre de pays, la crise des dettes souveraines apparue. Entre protectionnisme et libre-échange, l'Union n'a pas su choisir la voie médiane qui pourtant découle de ce que l'on appelle « une économie sociale de marché » et qui figure à l'article 3 des traités européens.*

Enfin la promesse de **liberté** est affaiblie par la remise en cause de la libre circulation tant pour des raisons économiques devant l'accroissement du chômage et des inégalités, voire des flux migratoires, que de sécurité face au terrorisme.

*L'amointrissement de cette troisième promesse est lié aux deux premières. En effet, comment imaginer circuler sans danger dans une maison lézardée où les propriétaires n'assument plus leurs responsabilités, laissant les locataires se dresser les uns contre les autres pour sauver le peu de confort qu'ils pensent encore avoir chez eux ?*

Tout cela montre l'absence de gouvernance. Emmanuel MACRON le reconnaît lorsqu'il écrit : « **Les fondateurs de l'Europe croyaient que la politique suivrait l'économie et qu'un État européen pourrait naître d'un marché unique et d'une monnaie unique. Après un demi-siècle, la réalité a dissipé cette illusion** ».

*C'est bien en ce domaine qu'il va falloir muscler l'Union. Un ensemble de 508 millions d'habitants a besoin d'institutions solides, d'un régime politique clairement défini et d'une vision ambitieuse et mobilisatrice.*

Pour clore cette approche du constat, il faut encore souligner la lucidité du président lorsqu'il dit : « **Le choix des dirigeants européens, les habitudes de leurs administrations, la prolifération des règles, l'insuffisante application du principe de subsidiarité, ne devrait jamais cesser d'être soumis à un examen exigeant. Les institutions européennes sont aujourd'hui incapables d'un tel examen** ». Il dénonce également les silences du Conseil européen devant les manquements aux principes fondateurs de l'Union par des pays telle que la Hongrie. Aujourd'hui il convient d'ajouter aussi la Pologne. Il considère enfin que le BREXIT n'est pas une crise britannique, mais bien une crise européenne et que nos sociétés sont toutes divisées à part égales entre les partisans de l'ouverture et les tenants de la fermeture ; pour le Président, la décennie écoulée est une décennie perdue !

## Renouer avec le désir d'Europe

Pour cela, le Président indique qu'il ne faut pas partir de la technique avec des solutions complexes et bureaucratiques, il faut : « **construire un projet politique véritable** ». Ce projet ne



doit pas se limiter au marché, mais dessiner un espace où est affirmé : « une certaine idée de l'homme, de la liberté d'entreprendre, du progrès et de la justice sociale ».

Son projet repose sur trois dimensions :

- 1) **L'Union à vingt-Sept dans laquelle demeure le marché unique et les grandes réglementations** : politique de concurrence, politique commerciale face aux grandes puissances, politique du numérique et de l'énergie. Une zone où seront renforcées les mesures antidumping et contrôlés les investissements étrangers dans des secteurs stratégiques.
- 2) **L'Union de Schengen** où l'on peut progresser en matière de sécurité et de défense en nous montrant ambitieux dans la mise en œuvre des garde-frontières et garde-côtes, en renforçant la coopération dans les domaines du renseignement et de l'asile.

Pour ces deux dimensions, l'Union doit avancer dans sa capacité à réguler et à protéger car elle a la taille critique.

- 3) La troisième dimension repose sur une **meilleure convergence de la zone euro**. Le Président part du constat que l'euro s'affaiblit en raison des divergences entre les économies des pays membres et par le fait d'un manque de relance par des investissements publics, reconnaissant au plan JUNCKER le mérite d'exister, mais le considérant comme insuffisant.

Il est donc favorable à un budget spécifique de cette zone, à la création d'un ministre des finances qui serait chargé de mettre en œuvre les priorités de ce budget, en favorisant les pays qui mèneront les réformes utiles pour les accompagner. Ce ministre serait responsable devant un Parlement de la zone euro constitué des députés européens des pays disposant de la monnaie unique.

En matière d'investissements, il veut prioriser :

- l'équipement en fibre optique,
- les énergies renouvelables,
- les interconnexions et techniques de stockage de l'énergie,
- l'éducation, la formation et la recherche

Pour construire une puissance économique réconciliant solidarité et responsabilité, il faut, écrit-il, conduire des réformes à l'échelle des États, tout en ayant quelques États membres de la zone euro qui décident d'aller plus loin. Il veut que la France s'appuie, entre autres, sur l'Allemagne et sur l'Italie et que ceux-ci se donnent dix ans pour aller vers une convergence fiscale, sociale et énergétique. Pour réussir, il faut que la décision politique soit prise dans les deux ans.

### **Vers un grand débat européen**

Le président est conscient que pour réussir, il faut aussi replacer la démocratie au cœur de l'action : « ne laissons pas le monopole du peuple et des idées aux démagogues ou aux extrémistes ».

Il propose que l'on prenne le temps du débat pour rétablir la confiance. Dès les élections allemandes terminées, il faut, dès cet automne et sur six ou dix mois, organiser un débat sur





le contenu de l'action de l'Union, sur les politiques qu'elle mène, sur les priorités qu'elle doit avoir.

Le résultat de ces débats devrait aboutir à la rédaction d'une feuille de route dressée par les gouvernements européens et soumise à l'approbation des populations selon les procédures propres à chaque État. L'objectif est aussi de ne plus permettre à un État de bloquer ceux qui veulent avancer plus vite.

Le projet repose sur une Europe différenciée qui retrouve le sens du temps long et la nécessaire trace d'une vision.

*Si ce projet est alléchant et de nature à relancer le processus de construction européenne, il ne dit rien sur la gouvernance de ce nouveau dispositif. Il faudra bien pourtant que ce point soit abordé et clarifié. Les Institutions telles qu'elles sont aujourd'hui ne donnent plus satisfaction. Il faut donc, sinon les remplacer, surement les modifier et le faire en profondeur. Cela nécessite aussi de dire vers quel type de régime politique doit évoluer l'Union !*

*Si l'on considère le « projet MACRON » dans ses trois dimensions, il faut que l'on s'éloigne d'une gouvernance intergouvernementale. Dans ce cas, une fois le projet adopté, il faut redéfinir les missions du Conseil européen en réduisant sa puissance et en lui réattribuant ses pouvoirs d'origine qui sont de fixer les grandes orientations et de prendre les décisions stratégiques. Il faudra aussi que l'on accepte de réduire le nombre de commissaires en redonnant à cette institution les pouvoirs que lui confèrent les traités et qui, pourtant, ne sont plus ceux qu'elle assume aujourd'hui. Quant au Parlement européen, il faut qu'il dispose du pouvoir de déposer, dans des domaines qu'il reste à convenir, des propositions de lois. Il faut que cette institution sorte de son rôle normatif pour assumer la dimension politique que lui confère l'élection au suffrage universel. Cela vaut pour le fonctionnement du marché unique et l'approfondissement de l'Europe de Schengen.*

*Pour ce qui est de la zone euro, il faut accepter d'abord que tous les pays qui en sont membres n'aillent pas, en même temps, vers une convergence plus forte. Mais, pour ceux qui iront, il faudra trouver les institutions qui, sur un modèle fédéral, favoriseront une prise de décisions rapides et efficaces. Un ministre des finances et un Parlement ne suffiront pas. Il faut, en complément que l'on installe une représentation des États qui ne peut reposer sur les seuls ministres des finances, mais sur un véritable Sénat constitué d'un collège représentant les États et d'un autre représentant les Parlements nationaux. Quant au gouvernement de la zone euro, il doit être composé de six commissaires membres de la Commission de l'Union européenne, le ministre des finances étant l'un de ces commissaires. Dans cette configuration, le Conseil européen n'intervient plus. Un tel dispositif assurerait une cohérence d'ensemble car il faudra veiller à la bonne transversalité d'un certain nombre de politiques européennes.*

## **Ne pas rater le débat européen en France.**

*J'ai le souvenir d'un débat lancé au lendemain du Traité de Nice. Confié aux Préfets, il fut réduit à quelques corps constitués, aux collectivités et à quelques associations européennes. Débat bien inégal selon les régions, tous les préfets n'ayant pas une sensibilité européenne. Et ce n'est pas faire injure à ces hauts fonctionnaires que de dire qu'ils avaient bien d'autres priorités que celle d'animer un débat citoyen dans un temps trop court et selon des instructions imprécises.*

*Il faut donc veiller à ce que le débat qui devrait s'ouvrir à l'automne n'échappe pas aux citoyens. Pour ce faire, il faudrait donc que le gouvernement s'appuie principalement sur le tissu associatif sans négliger, outre les grandes associations nationales, celles plus modestes à dimension locale, je pense notamment aux comités de jumelages. Il faut aussi associer la presse régionale et les journaux*



*locaux, sans oublier bien sûr les réseaux sociaux. Le tout doit être combiné de telle sorte que nos concitoyens puissent être approchés et qu'ils puissent s'exprimer librement.*

*Pour cela, il faudra encadrer le débat pour éviter qu'il ne parte dans tous les sens et que les anti européens ne profitent de ces tribunes pour polluer l'échange et faire valoir des concepts que l'on connaît trop.*

*Les organisateurs de débats devront donc disposer d'un argumentaire sérieux pour répondre aux interrogations. Des médiateurs ou ambassadeurs du projet devront être formés en nombre pour animer des rencontres et se déplacer sur les territoires. Des recueils d'avis devront être aussi disponibles en divers lieux et sur le Net pour élargir les formes de participation, tous nos concitoyens ne pouvant pas se déplacer lors d'une soirée débat.*

*Il faudra aussi veiller à une bonne coordination entre les associations qui organiseront de tels débats afin d'éviter la dispersion d'énergie et de moyens, coordination utile au niveau national, régional et local.*

## **Les premiers pas à l'international du Président de la République**

**A la rencontre de Mme MERKEL.** Comme ses prédécesseurs, le Président de la République s'est donc rendu à Berlin pour rencontrer la Chancelière, dès le lendemain de son investiture. La démarche est pourtant différemment perçue, tant par la presse que par l'opinion publique. Les déclarations du candidat, ses visites en Allemagne durant la campagne, le fait d'avoir nommé à ses côtés l'ancien Ambassadeur de France en Allemagne de compter plusieurs ministres, dont le premier, capables de s'exprimer dans la langue de Goethe et le fait qu'il ait gagné en développant une campagne très européenne, tout cela établit une confiance retrouvée qui laisse augurer une nouvelle dynamique pour l'Europe.

Cette confiance sera totale si la France engage enfin les réformes attendues d'elle depuis bien des années. A ce propos, le Président déclare : **«la première des tâches sera de mettre en place un agenda de réformes dont la France a besoin. Non pas parce que l'Europe le demande, mais parce que la France en a besoin»**.

*Il est clair que c'est un langage que les Allemands comprennent en espérant qu'il soit suivi d'effets. Même le très redoutable ministre des finances, Wolfgang SCHÄUBLE soutient l'idée de M MACRON d'un Parlement européen de la zone euro. Cela pourrait faire évoluer, dit-il, le mécanisme européen de stabilité pour servir de fonds de soutien aux pays de la zone euro en difficultés.*

De cette première rencontre, il faut retenir la volonté de relancer la coopération entre les deux pays par la tenue d'un Conseil de ministres franco-allemand en juillet pour présenter des projets communs ; de travailler ensemble à une feuille de route pour l'Union européenne et la zone euro ; de renforcer la directive des travailleurs détachés actuellement en discussion au Parlement européen, sans que cela crispe les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale qui s'inquiètent du retour d'un couple franco-allemand fort.

Comme un clin d'œil pour montrer l'attente qu'elle place en ce jeune président, Angela MERKEL a cité cette phrase de l'écrivain Hermann HESSE : **« Au début de toute chose il y a un charme. »** Et d'ajouter : **« Mais le charme ne dure pas si les résultats ne sont pas là. »**

**Le sommet du G7.** Tenue sous présidence italienne à TAORMINE en Sicile, la réunion du G7 a essentiellement porté sur le climat. La volonté du Président américain est de dénoncer l'accord de Paris sur le réchauffement climatique ; celle des Chefs d'États de l'Allemagne, du



Japon, du Canada, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la France étant de lui faire comprendre l'erreur que cela serait. Le Président français faisait savoir que « l'enjeu, c'est d'être ambitieux et exigeant et en même temps d'éviter que Washington ne sorte de l'accord ».

Emmanuel MACRON ne cachait pas non plus qu'il comptait s'appuyer très fortement sur la Chine, les États-Unis pouvant se voir distancer sur le plan technologique bien qu'ils disposent d'une bonne avance.

*Cette pression n'aura servi à rien puisque de retour à la Maison blanche, Donald TRUMP a dénoncé cet accord. Il faut pourtant en relativiser la portée. En effet, nombre d'États fédérés ont bien l'intention de le respecter comme plus de 350 groupes industriels qui ont bien compris leur intérêt à moyen terme. L'application pleine et entière de l'accord étant prévue pour 2020, la situation peut encore être retournée.*

*Pour son premier G7, le Président français a montré la force de ses engagements et des talents de diplomate.*

**Le sommet de l'OTAN.** Ce qui pose problème pour les Alliés, c'est l'article 5 du traité qui stipule que toute attaque contre un pays membre est considérée comme une attaque contre tous. Cet article est remis en cause par Donald TRUMP qui lie le plein engagement des États-Unis à la hausse des dépenses militaires du vieux continent.

Les Européens ont pourtant fait un geste en direction des Américains en acceptant que l'OTAN intègre la coalition internationale contre l'État islamique. Cette décision présentée d'un commun accord par Angela MERKEL et Emmanuel MACRON donne satisfaction à une demande déjà ancienne des USA, accord dont pourra s'enorgueillir le Président américain.

*Ce que l'on peut retenir de ce sommet c'est que le trio allemand, italien et français a été soudé, ce qui rejoint le vœu du Président français de s'appuyer sur ces deux pays pour avancer sur les réformes en Europe.*

**L'accueil de M POUTINE.** En invitant le Président russe sous prétexte de commémorer le tricentenaire de la venue à Versailles du Tsar Pierre le Grand et pour l'inauguration de l'exposition qui lui est consacrée, le Président français montre son habileté diplomatique. Les différents sont trop grands entre les deux pays pour songer à un accueil à l'Élysée. C'est donc sous les ors de Versailles que le dialogue s'est renoué. Bien que l'on ne connaisse pas le détail de leur conversation, tous les sujets sensibles furent abordés nous dit-on : le problème ukrainien avec la présence de chars russes dans le Donbass, celui de la Syrie où il est demandé à Vladimir POUTINE de réintroduire les Occidentaux dans le dialogue entre la Russie, l'Iran et la Turquie pour trouver un règlement durable à la guerre, celui des droits de l'homme et des minorités, bref, tout ce qui est sujet à tension entre la Russie et l'Union européenne. Un accord est intervenu pour lutter ensemble contre le terrorisme et pour chercher des solutions communes à tous les différents actuels.

*Par cette démarche, comme par ses premiers pas au G7 et à l'OTAN, Emmanuel MACRON apparaît comme un dirigeant pragmatique qui veut que les dossiers avancent. Pour cela il favorise le dialogue, quitte à ce que celui-ci soit rude, comme il l'a été avec Vladimir POUTINE : « Si nous n'avons pas un dialogue franc et sincère, nous n'obtiendrons aucune avancée en Syrie et en Ukraine. » Cela vaut pour bien d'autres sujets.*

